SEUL

Syndicat Étudiant Unitaire et Laïque

**Contre la casse de l'éducation publique :
Refusons les suppressions de poste et la
Masterisation des concours !**

**Refusons la privatisation et la remise en cause de la
laïcité !**

Des suppressions de postes par milliers.

Depuis la fin des années 1990, dans une logique de rentabilité et de « productivité » de l'éducation, les différents gouvernements se sont appliqués à détruire le statut des enseignants. Cela a tout d'abord commencé par les concours et la baisse du nombre des postes : - 45% pour le CAPES d'Histoire entre 1996 et 2007, - 88% pour le CAPES de Philosophie ou encore - 60% pour le CAPES Économie et Social ! A cela s'ajoutent les suppressions de postes : 51 000 postes entre 2003 et 2009, soit une « économie » de 1,5 milliard d'euros ! Ces réductions d'effectifs ne touchent pas uniquement les enseignants mais également l'ensemble du personnel présent dans les établissements : les 3 000 postes de RASED, (Réseau d'Aides Spécialisées aux Élèves en Difficultés) vont être purement et simplement supprimés. Le nombre de postes au concours de Conseillers d'orientation psychologue est passé de 287 par an à 50 entre 2002 et 2009. Dans le même sens, le nombre de postes au concours de Conseiller principal d'éducation est passé de 725 à 200 entre 2003 et 2008.

Masterisation = Destruction du statut de fonctionnaire et précarité pour tous.

La dernière attaque en règle est le projet de masterisation qui prévoit de mettre en place de nouvelle formation « Master 2 Enseignement ». Cela fait suite à la disparition des IUFM qui vont être absorbés par les universités. Ce nouveau Master, sous prétexte de conférer un niveau Bac+5 aux futurs enseignants, achever les concours de recrutement des personnels enseignants et à accroître leur précarité. Comment ? En refusant de titulariser les futurs enseignants ! L'opération est simple. L'étudiant qui souhaite devenir prof s'inscrit en « Master 2 Enseignement » ainsi qu'à la formation pour le concours. Premier hic : il va falloir cumuler une préparation à un concours avec la rédaction d'un mémoire, ce qui promet de longues nuits blanches en perspectives... Second hic et pas un détail : Avec cette nouvelle organisation, le titulaire d'un Master ou du concours entre en fonction dès septembre, c'est-à-dire sans stage ou presque. Voyez le tableau : Un étudiant est « enseignant » depuis 3 mois et se retrouve à devoir gérer une classe de 30 élèves... Dernier hic et le plus grave : dans l'hypothèse où l'étudiant réussit le concours, il est titularisé et devient donc fonctionnaire payé par l'État. Mais dans le cas où il le rate (ce qui est fort probable) mais qu'il valide son année de Master, il aura une habilitation à enseigner ! Donc il pourra alors aller démarcher les établissements pour proposer ses services.

L'idée est donc simple, on va introduire dans les établissements des profs sous contrat privé, ultra-précaire qui feront concurrence à un personnel statutaire... Cela rappelle les scénarios de la privatisation de France Telecom ou aujourd'hui de la Poste. Cette mise en concurrence ne peut aboutir que sur la privatisation d'une partie de l'enseignement !

Une précarisation sans précédent

Les futurs enseignants vont donc se trouver confronté à une précarité sans fin. Prenons l'exemple du projet de Sarkozy d'instaurer une heure d'histoire de l'art au lycée. Un Master 2 va être créé et leurs détenteurs vont pouvoir aller démarcher chaque lycée pour leur « vendre » une heure de cours. Imaginez le nombre de lycées qu'il va falloir faire pour obtenir un salaire décent ! Ce scénario catastrophe n'est pas loin de se réaliser, comme le démontre les deux images ci-dessous. Le Pôle emploi propose en effet officiellement ces premiers postes de Professeurs des écoles ! L'intitulé est édifiant : « Vous avez en charge des classes d'école maternelle et de primaire, vous assurez l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul. Vous préparez et organisez le travail des élèves. Possibilité d'étendre le contrat jusqu'à juin. » Ou encore « Enseignement du Français à des classes de CE et CM (13h30) et délégation de direction (6 heures). Expérience de l'enseignement auprès d'enfants du primaire vivement souhaitée ». Le recrutement se fait par par vacation, sans exigence de formation et sans concours, sur des Contrats à durée déterminée de 1 à 2 mois ! Le niveau de qualification va de technicien à employé qualifié, ce qui signifie des

différences significatives en terme de salaires : de 8,71 à 12 euros par heure de travail !

<p>Numéro d'offre 445404A Offre actualisée le 03/04/09</p> <p>Pertinence ☐</p> <p>PROFESSEUR DES ECOLES HF (Code Métier ROME 22111)</p> <p>VOUS AVEZ EN CHARGE DES CLASSES D'ECOLE MATERNELLE ET DE PRIMAIRE. VOUS ASSUREZ L'APPRENTISSAGE DE LA LECTURE DE L'ECRIURE ET DU CALCUL.VOUS PREPAREZ ET ORGANISEZ LE TRAVAIL DES ELEVES. POSSIBILITE D'ETENDRE LE CONTRAT JUSQU'A JUIN</p> <hr/> <p>Lieu de travail 72 - LE MANS Localiser avec map</p> <p>Type de contrat CONTRAT A DUREE DETERMINEE DE 7 JOURS</p> <p>Nature d'offre CONTRAT DE TRAVAIL</p> <p>Expérience SOUHAITEE DE 1 MOIS</p> <p>Formation et connaissances NIV. 2 (BAC+3,+4) EXIGE(E) DEPLACEMENT DANS LES ECOLES DU MANS</p> <p>Autres connaissances</p> <p>Qualification Employé qualifié</p> <p>Salaires indicatif HORAIRE 8,71 Euros (57,13 F)</p> <p>Durée hebdomadaire de travail 35H00 HEBDO</p> <p>Déplacements DANS LES ECOLES DU MANS</p> <p>Taille de l'entreprise 20 A 49 SALARIES</p> <p>Secteur d'activité AUTRE ORGA.PAR ADHESION VOLONT</p>	<p>Numéro d'offre 600745P Offre actualisée le 02/04/09</p> <p>Pertinence ☐</p> <p>PROFESSEUR DES ECOLES HF (Code Métier ROME 22121)</p> <p>RECHERCHE SUPPLEMENT POUR ENSEIGNER EN MATERNELLE (1 POSTE) ET EN PRIMAIRE (1POSTE). RECRUTEMENT URGENT</p> <hr/> <p>Lieu de travail OISE Localiser avec map</p> <p>Type de contrat CONTRAT A DUREE DETERMINEE DE 1 MOIS</p> <p>Nature d'offre CONTRAT DE TRAVAIL</p> <p>Expérience DEBUTANT ACCEPTE</p> <p>Formation et connaissances NIV. 2 (BAC+3,+4) EXIGE(E)</p> <p>Autres connaissances</p> <p>Qualification Technicien</p> <p>Salaires indicatif MENSUEL 1 450 Euros (9 511,38 F)</p> <p>Durée hebdomadaire de travail 30H00 HEBDO</p> <p>Déplacements</p> <p>Taille de l'entreprise 10 A 19 SALARIES</p> <p>Secteur d'activité AUTRE ORGA.PAR ADHESION VOLONT</p>
--	--

La laïcité est liquidée ! L'éducation est privatisée !

La privatisation de l'enseignement n'est donc pas un projet lointain du gouvernement, mais bien une réalité concrète et immédiate. Avec la mise en œuvre de la Loi Organique des lois de finances en 2006, les chefs d'établissements reçoivent désormais une dotation globale et doivent faire des choix en terme de financement : Recrutement d'un prof ? Réfection d'une salle de cours ? Achat de matériel ? En créant volontairement la pénurie budgétaire, l'État pousse les établissements à trouver de nouvelles sources de financements, notamment dans le secteur privé. Dans le même temps, l'État et les collectivités territoriales financent l'enseignement privé confessionnel à hauteur de 11 milliards d'euros par an ! Soit plus de 200 000 postes d'enseignants à temps complet ! L'argent public doit aller à l'école publique !

Ces attaques ne font que s'accélérer, comme le démontre le dernier décret paru le 16 avril qui assure la reconnaissance par l'État des diplômes catholiques. Première conséquence, « l'enseignement catholique recrute¹ » désormais ! Voici le meilleur exemple de l'aboutissement de la LRU et de la masterisation : les universités catholiques vont ouvrir des formations de Master 2 Enseignement intégralement financée par l'État ! Et dans le même temps, on nous explique qu'il n'y a pas d'argent pour l'éducation publique ! C'est une honte ! Aujourd'hui, le principe de laïcité qui barre la route à l'entrée des intérêts privés à l'école, qu'il soit confessionnel ou non est en réel danger ! Nous devons nous mobiliser pour obtenir le retrait du projet de masterisation et la rupture des accords avec le Saint-Siège !

Non aux suppressions de postes, non à la casse des concours, non au démantèlement du statut d'enseignant !

Recrutement immédiat et sans conditions d'enseignants et de personnels sous statut public à hauteur des besoins !

Retrait du projet de masterisation des concours ! Non à la privatisation de l'enseignement !

**Argent public à école publique, Argent privé à école privé !
Retour des 11 milliards dans l'enseignement public !**

Rupture des accords avec le Saint-Siège ! Abrogation du décret du 16 avril !

Pour un enseignement public, laïque et gratuit pour tous !

<http://fseul.free.fr>

¹ Voir la déclaration spécifique du SEUL sur cette question et le site catholique : <http://www.devenirenseignant.org/>